

Je voudrais demander au premier ministre pourquoi, après tant de discussions et un débat aussi long au Cabinet, le gouvernement est incapable de dire aux Canadiens ce qu'il en est. Pour quelles raisons laisse-t-on les Canadiens dans l'ignorance?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, cette attaque m'ébranle. Il y a quelque chose de pathétique à entendre un protectionniste qui vit encore au 19^e siècle parler de modifier les tendances en ce qui a trait aux échanges commerciaux dans le monde. Sauf erreur, le NPD a déclaré publiquement qu'il s'opposait à l'accord sur l'automobile, un remarquable exemple de libéralisation des échanges. Il a fait part de sa position à l'heure actuelle et il a précisé ce qu'elle sera à l'avenir.

Nous menons des négociations continues sur cette importante question commerciale. Hier, un événement important s'est produit à ce sujet. Des différends très graves demeurent. Nous verrons si nous sommes en mesure de les régler ensemble.

M. Langdon: Monsieur le Président, c'est précisément la question. Les négociations n'en finissent plus, mais elles demeurent stériles, et on ne précise pas aux Canadiens ce qui se passe.

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE FAIRE CONNAÎTRE SA DÉCISION

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, est la suivante: Ce gouvernement a négocié avec les Américains pendant 16 mois. Hier, on a eu une autre réunion de sept heures et demie. Le Cabinet a discuté cette question tout l'avant-midi. Pourquoi n'est-il pas possible au gouvernement de faire part au pays de la décision de ce gouvernement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est exactement la même question en français qu'en anglais. Et la réponse est de toute évidence la même.

Le député, en outre, se plaint du fait qu'il se sent privé des renseignements. Le fait est que la ministre du Commerce international a offert aux néo-démocrates un *briefing* spécial et confidentiel pour que vous soyez au courant de tous les détails. Mais les néo-démocrates ont refusé.

• (1430)

[Traduction]

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT ADOPTE UNE NOUVELLE ORIENTATION

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le gouvernement continue d'éviter des questions précises sur cette dernière crise à laquelle les Canadiens et le pays doivent faire face.

Le gouvernement ne se rend-il donc pas compte que les jeux sont faits? Ne comprend-il donc pas que le temps presse? Ne sait-il pas qu'il lui faut décider d'adopter une nouvelle orientation au lieu de suivre la même voie sur laquelle il nous entraîne depuis si longtemps et qui consiste à capituler chaque fois?

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'invite mon honorable collègue à relire les réponses qui ont été données aux questions posées précédemment par l'éminent chef de l'opposition.

* * *

LES CORPORATIONS

L'ACHAT DE TÉLÉGLOBE PAR MEMOTEC—LA POSITION APPAREMMENT ADOPTÉE PAR LE GOUVERNEMENT

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, hier, j'ai demandé une enquête publique sur l'achat de Téléglobe par Memotec et le gouvernement a refusé. Aujourd'hui, je me considère encore plus justifié de demander une enquête publique surtout après avoir appris que le gouvernement a ordonné à Memotec de retarder l'annonce de sa soumission.

Pourquoi le gouvernement a-t-il dit à Memotec de retarder l'annonce de sa soumission? Le gouvernement ne s'est-il pas rendu compte que cela pourrait augmenter le risque d'opérations d'initiés? Pourquoi le gouvernement ne croit-il pas que tous les Canadiens devraient avoir également accès à cette information?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)): Monsieur le Président, comme nous l'avons dit hier à la Chambre, il y a trois enquêtes en cours: celle de la Commission des valeurs mobilières du Québec, celle de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et celle du ministère de la Consommation et des Corporations.

Je suis obligée de tenir compte du fait que des accusations ont été portées et que personne n'a été reconnu coupable. D'autres personnes pourraient aussi tenir compte de ces contraintes.

M. Nystrom: Pourquoi le retard?

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT REFUSE LA TENUE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, la société Memotec était dans une drôle de position. D'une part, la Commission des valeurs mobilières du Québec lui disait: Vous devez révéler que vous avez fait une offre d'achat. D'autre part, le gouvernement recommandait à la Memotec de retarder l'annonce de sa proposition d'achat. Pourtant, dans le cas de la Canadair, dans le cas de la de Havilland, nous savions deux mois à l'avance qui avait fait des offres d'achat. Aussi, je me demande pourquoi le président de la Memotec se plaint aujourd'hui du fait que le gouvernement du Canada l'empêchait de rendre publique sa candidature. Je me demande, et c'est la question que je pose au gouvernement: Qu'est-ce que le gouvernement tentait de cacher, et qu'est-ce qu'il tente de cacher aujourd'hui en refusant une enquête publique?